

## Avis officiels

*Pouvoir judiciaire*

Cour d'appel de Mons, p. 14557.

*Ministère de la Justice*

Directeur du Moniteur belge. Brochures et tirés à part, p. 14557.

*Ministère des Finances*

Administration de la Trésorerie. Situation au 28 février 1985, p. 14559. — Administration des Douanes et Accises. Publication faite en exécution de l'article 10 de la loi générale sur les douanes et accises. — Modifications au tarif des droits d'entrée, p. 14563. — Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Abrogation d'immeubles domaniaux. Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 14563.

*Ministère des Communications*

Administration des Transports. Certificats de transport, p. 14564. Autorisations de transports, p. 14565.

*Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique*

Inscription sur les listes de milice. Avis aux jeunes gens nés en 1969 (levée 1988), p. 14565.

*Ministère des Affaires économiques*

Avis concernant l'agrément de distillateurs dans le secteur vinicole, p. 14565.

## Officiële berichten

*Rechterlijke Macht*

Hof van beroep te Bergen, bl. 14557.

*Ministerie van Justitie*

Bestuur van het Belgisch Staatsblad. Brochures en overdrukken, bl. 14557.

*Ministerie van Financiën*

Bestuur der Thesaurie. Toestand per 28 februari 1985, bl. 14559. — Administratie der Douane en Accijnzen. Bekendmaking gedaan ter uitvoering van artikel 10 van de algemene wet inzake douane en accijnzen. Wijzigingen aan het tarief van invoerrechten, bl. 14563. — Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Vervreemding van onroerende domeingoeederen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 14563.

*Ministerie van Verkeerswezen*

Bestuur van het Vervoer. Vervoerbewijzen, bl. 14564. — Vervoervergunningen, bl. 14565.

*Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Anzigt*

Inschrijving op de militielijsten. Bericht aan de jongelingen geboren in 1969 (lichting 1988), bl. 14565.

*Ministerie van Economische Zaken*

Bericht betreffende de erkenning van distilleerders in de Wijnsector, bl. 14565.

## LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

## MINISTÈRE DES FINANCES

F. 85 — 1975

20 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté royal complétant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne le régime fiscal des cotisations d'assurance complémentaire contre la vieillesse et le décès prématuré et de certaines pensions et rentes ou allocations en tenant lieu (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 45, 3<sup>e</sup> b, remplacé par la loi du 10 février 1981 et modifié par la loi du 27 décembre 1984, et l'article 57;

Vu l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, notamment le chapitre Ier, section VII, et l'article 44;

(1) Références au *Moniteur belge*.

Code des impôts sur les revenus, arrêté royal du 28 février 1964, *Moniteur belge* du 10 avril 1964.

Loi du 10 février 1981, *Moniteur belge* du 14 février 1981.

Loi du 27 décembre 1984, *Moniteur belge* du 20 décembre 1984.

Arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur belge* du 30 avril 1965.

Lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal le 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, *Moniteur belge* du 15 août 1980.

## WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 85 — 1975

20 SEPTEMBER 1985. — Koninklijk besluit tot aanvulling van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wat het belastingstelsel betreft van de bijdragen voor aanvullende verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood en van sommige pensioenen en renten of als zodanig geldende toelagen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 45, 3<sup>e</sup> b, vervangen door de wet van 10 februari 1981 en gewijzigd bij de wet van 27 december 1984, en op artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op hoofdstuk I, afdeling VII, en op artikel 44;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*.

Wetboek van de inkomstenbelastingen, koninklijk besluit van 26 februari 1964, *Belgisch Staatsblad* van 10 april 1964.

Wet van 10 februari 1981, *Belgisch Staatsblad* van 14 februari 1981.

Wet van 27 december 1984, *Belgisch Staatsblad* van 29 december 1984.

Koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, *Belgisch Staatsblad* van 30 april 1965.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

Gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, *Belgisch Staatsblad* van 15 augustus 1980.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant :

- que le présent arrêté règle l'exécution de dispositions qui sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 1986 et qui concernent notamment la déduction, pour la détermination des revenus imposables, des cotisations patronales et personnelles d'assurance complémentaire des travailleurs contre la vieillesse et le décès prématuré;
- que les contribuables intéressés, les sociétés d'assurance et les fonds de pension, doivent être informés sans délai de la présente réglementation;
- que le présent arrêté doit dès lors être pris d'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Secrétaire d'Etat aux Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Au chapitre Ier de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, la section *Vter*, comprenant l'article 33quinquies, abrogée par l'arrêté royal du 23 décembre 1982, est rétablie dans la rédaction suivante :

« Section *Vter*. Cotisations d'assurance complémentaire contre la vieillesse et le décès prématuré versées par les employeurs, et pensions et rentes ou allocations en tenant lieu (Code des impôts sur les revenus, articles 45, 3<sup>o</sup>, b, et 6<sup>o</sup>, et 54, 2<sup>o</sup>, a).

Art. 33quinquies. Pour l'application des articles 45, 3<sup>o</sup>, b, et 6<sup>o</sup>, et 54, 2<sup>o</sup>, a, du Code des impôts sur les revenus et du chapitre Ier, section *Vter*, du présent arrêté, on entend :

1<sup>o</sup> par rémunération brute annuelle normale : le montant global brut de toutes les sommes qui, avant déduction des retenues obligatoirement effectuées en exécution de la législation sociale ou d'un statut légal ou réglementaire y assimilé, sont attribuées ou payées au travailleur pendant une année déterminée, autrement qu'à titre exceptionnel ou occasionnel;

2<sup>o</sup> par dernière rémunération brute annuelle normale : la rémunération brute annuelle qui, eu égard aux rémunérations antérieures du travailleur, peut être considérée comme normale et qui lui a été payée ou attribuée pendant la dernière année antérieure à sa mise à la retraite, année pendant laquelle il a eu une activité professionnelle normale;

3<sup>o</sup> par durée normale d'activité professionnelle : 40 ans ou, pour les professions dont l'employeur et le travailleur intéressés établissent que la carrière complète s'étend sur moins ou plus de 40 ans, le nombre d'années de cette carrière complète.

Art. 33sexies. § 1er. Les cotisations d'assurance complémentaire contre la vieillesse et le décès prématuré visées aux articles 45, 3<sup>o</sup>, b, et 54, 2<sup>o</sup>, a, du Code des impôts sur les revenus sont déduites des revenus imposables comme prévu auxdits articles, sous les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> les cotisations doivent être versées à une société d'assurance sur la vie ou à un fonds de pension, ayant en Belgique son siège social, son principal établissement ou son siège de direction ou d'administration ou à un établissement dont dispose en Belgique une telle société ou un tel fonds ayant son siège ou son principal établissement à l'étranger en exécution :

— soit d'un règlement d'assurance de groupe répondant aux conditions déterminées par la réglementation relative au contrôle de ces règlements;

— soit d'un contrat d'assurance relatif à l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs salariés visés par la réglementation concernant la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés;

— soit du règlement d'un fonds de pension institué au profit du personnel de l'entreprise et enregistré à l'Office de Contrôle des Assurances ou agréé par arrêté royal;

2<sup>o</sup> les cotisations retenues sur les rémunérations conformément à l'article 54, 2<sup>o</sup>, a, précité, doivent être indiquées annuellement aux fiches individuelles des rémunérations visées à l'article 118, alinéa 1er, sous une rubrique distincte avec la dénomination et l'adresse de la société ou du fonds auquel elles sont versées;

3<sup>o</sup> des avances sur contrats et des mises en gage de contrats ne peuvent être consenties que pour permettre au travailleur d'acquiescer, de construire, d'améliorer, de réparer ou de transformer des biens immobiliers situés en Belgique et productifs de revenus imposables, et pour autant que les avances et prêts soient remboursés dès que les biens visés sortent du patrimoine du travailleur;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende :

— dat dit besluit de uitvoering regelt van bepalingen die vanaf het aanslagjaar 1986 van toepassing zijn en inzonderheid de aftrek betreffen voor het vaststellen van de belastbare inkomsten, van werkgevers- en werknemersbijdragen voor aanvullende verzekering van werknemers tegen ouderdom en vroegtijdige dood;

— dat de betrokken belastingplichtigen, verzekeringsmaatschappijen en pensioenfondsen onverwijld van deze regeling kennis moet worden gegeven;

— dat dit besluit dus dringend moet worden getroffen;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en van Onze Staatssecretaris voor Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wordt de afdeling *Vter* met het artikel 33quinquies, opgeheven bij het koninklijk besluit van 23 december 1982, opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Afdeling *Vter*. Bijdragen voor aanvullende verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood gestort door werkgevers, en pensioenen en renten of als zodanig geldende toelagen (Wetboek van de inkomstenbelastingen, artikelen 45, 3<sup>o</sup>, b, en 6<sup>o</sup>, en 54, 2<sup>o</sup>, a).

Art. 33quinquies. Voor de toepassing van de artikelen 45, 3<sup>o</sup>, b, en 6<sup>o</sup>, en 54, 2<sup>o</sup>, a, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en van hoofdstuk I, afdeling *Vter*, van dit besluit, wordt verstaan :

1<sup>o</sup> onder normale brutojaarbezoldiging : het totale brutobedrag van al de sommen die, vóór aftrek van de verplichte inhoudingen ter uitvoering van de sociale wetgeving of van een ermede gelijkgesteld wettelijk of reglementair statuut, aan de werknemer anders dan uitzonderlijk of toevallig toegekend of betaald zijn gedurende een bepaald jaar;

2<sup>o</sup> onder laatste normale brutojaarbezoldiging : de brutojaarbezoldiging die gelet op de vorige bezoldigingen van de werknemer als normaal kan worden beschouwd en die hem betaald of toegekend werd gedurende het laatste jaar vóór zijn oppensioenstelling waarin hij een normale beroepsactiviteit heeft gehad;

3<sup>o</sup> onder normale duurtijd van beroepsactiviteit : 40 jaar of, voor beroepen waarvoor de betrokken werkgever en werknemer aantonen dat de volledige loopbaan minder of meer dan 40 jaar bestrijkt, het aantal jaren van die volledige loopbaan.

Art. 33sexies. § 1. De bijdragen voor aanvullende verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood bedoeld in de artikelen 45, 3<sup>o</sup>, b, en 54, 2<sup>o</sup>, a, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, worden van de belastbare inkomsten afgetrokken zoals bepaald in die artikelen onder de volgende voorwaarden :

1<sup>o</sup> de bijdragen moeten worden gestort aan een levensverzekeringsmaatschappij of aan een pensioenfonds met maatschappelijke zetel, voornaamste inrichting of zetel van bestuur of beheer in België of aan een inrichting in België van een dergelijke maatschappij of een dergelijk fonds met maatschappelijke zetel of voornaamste inrichting in het buitenland en dit ter uitvoering van :

— ofwel een reglement van groepsverzekering dat beantwoordt aan de voorwaarden gesteld door de reglementering betreffende de controle van zulke reglementen;

— ofwel een verzekeringscontract betreffende de toekenning van extra-wettelijke voordelen aan werknemers bedoeld bij de reglementering inzake het rust- en overlevingspensioen der werknemers;

— ofwel het reglement van een pensioenfonds opgericht ten bate van het personeel van de onderneming en ingeschreven op de Controle dienst voor de Verzekeringen of toegelaten bij koninklijk besluit;

2<sup>o</sup> de bijdragen die overeenkomstig voormeld artikel 54, 2<sup>o</sup>, a, op de bezoldigingen zijn ingehouden moeten jaarlijks worden ingeschreven op de individuele loonfiches bedoeld in artikel 118, eerste lid, onder een afzonderlijke rubriek en met vermelding van naam en adres van de maatschappij of het fonds waaraan zij zijn gestort;

3<sup>o</sup> voorschotten op contracten en inpandgevingen van contracten mogen slechts worden toegestaan om het de werknemer mogelijk te maken in België gelegen onroerende goederen die belastbare inkomsten opleveren te verwerven, te bouwen, te verbeteren, te herstellen of te verbouwen en op voorwaarde dat de voorschotten en leningen terugbetaald worden zodra de bedoelde goederen uit het vermogen van de werknemer verdwijnen;

4° la restriction visée au 3° doit être inscrite dans les règlements d'assurance de groupe, les contrats d'assurance et les règlements de pension;

5° le taux de la réversibilité des prestations prévu par les règlements d'assurance de groupe, les contrats d'assurance et les règlements de pension au profit du conjoint survivant, ne peut pas dépasser 80 p.c.

§ 2. Les cotisations visées au § 1er ne sont admises en déduction des revenus imposables que pendant la durée normale d'activité professionnelle de chaque travailleur et dans la mesure où, par travailleur :

1° elles ne dépassent pas, par année, les montants dus en vertu de règlements d'assurance de groupe, de contrats d'assurance ou de règlements de pension qui sont applicables de la même façon à tout le personnel de l'entreprise ou à une catégorie spécifique de ce personnel;

2° elles constituent des prestations, participations bénéficiaires comprises, équivalent à une rente annuelle dont le montant, majoré de la pension légale, n'excède pas 80 p.c. de la rémunération brute annuelle normale des travailleurs pendant l'année concernée, multiplié par une fraction qui a pour numérateur le nombre d'années de la durée normale d'activité professionnelle réellement accomplies et restant à accomplir dans l'entreprise et pour dénominateur le nombre d'années de la durée normale d'activité professionnelle.

Pour vérifier si cette limite est respectée, les prestations en capital sont à convertir en rente à l'aide des données qui figurent au tableau ci-après, adaptées s'il y a lieu pour tenir compte de la réversibilité ou de l'indexation de la rente.

4° de beperking bedoeld in 3° moet in de reglementen van groepsverzekering, de verzekeringscontracten en pensioenreglementen zijn ingeschreven;

5° de overdraagbaarheidscoëfficiënt van de toekenningen waarin de reglementen van groepsverzekering, de verzekeringscontracten en de pensioenreglementen voorzien ten gunste van de langstlevende echtgenoot, mag niet meer bedragen dan 80 pct.

§ 2. De bijdragen bedoeld in § 1 mogen slechts van de belastbare inkomsten worden afgetrokken gedurende de normale duurtijd van beroepsactiviteit van elke werknemer en in de mate dat zij, per werknemer :

1° jaarlijks niet hoger zijn dan de bedragen verschuldigd krachtens reglementen van groepsverzekering, verzekeringscontracten of pensioenreglementen die op eenzelfde wijze voor het ganse personeel van de onderneming of voor een bijzondere categorie van dat personeel van toepassing zijn;

2° toekenningen vestigen die, winstuitkeringen inbegrepen, gelijk staan met jaarrenten waarvan het bedrag, aangevuld met het wettelijk pensioen, niet hoger is dan 80 pct. van de normale bruto jaarbezoediging van de werknemers tijdens het betreffende jaar, vermenigvuldigd met een breuk met als teller het in de onderneming werkelijk gepresteerde en het er nog te presteren aantal jaren van de normale duurtijd van de beroepsactiviteit en als noemer het aantal jaren van de normale duurtijd van de beroepsactiviteit.

Om na te gaan of deze begrenzing in acht genomen is, moeten toekenningen in kapitaal in rente worden omgezet met de gegevens van de volgende tabel, zo nodig aangepast om rekening te houden met de overdraagbaarheid of de indexering van de rente.

Tableau qui, sans tenir compte d'une réversibilité ou d'une indexation de la rente, indique pour différents âges à la prise de cours de la rente, le capital censé nécessaire pour payer par douzièmes et à terme échu une rente annuelle de 1 franc.

Tabel die, zonder rekening te houden met overdraagbaarheid of indexering van de rente, voor onderscheiden leeftijden bij aanvang van de rente, het nodig geachte kapitaal vermeldt voor een per twaalfden na vervallen termijn betaalbare rente van 1 frank.

Age à la prise de cours de la rente	Capital en francs nécessaire pour une rente annuelle de 1 franc
Leeftijd bij de aanvang van de rente	Kapitaal in frank nodig voor een jaarrente van 1 frank
40 ans et moins/jaar en minder	17,7063
41 ans/jaar	17,5247
42 ans/jaar	17,3371
43 ans/jaar	17,1434
44 ans/jaar	16,9436
45 ans/jaar	16,7376
46 ans/jaar	16,5254
47 ans/jaar	16,3069
48 ans/jaar	16,0821
49 ans/jaar	15,8510
50 ans/jaar	15,6137
51 ans/jaar	15,3701
52 ans/jaar	15,1203
53 ans/jaar	14,8644
54 ans/jaar	14,6025
55 ans/jaar	14,3347
56 ans/jaar	14,0612
57 ans/jaar	13,7820
58 ans/jaar	13,4974
59 ans/jaar	13,2077
60 ans/jaar	12,9130
61 ans/jaar	12,6137
62 ans/jaar	12,3100
63 ans/jaar	12,0023
64 ans/jaar	11,6908
65 ans et plus/jaar en meer	11,3761

§ 3. La limite prévue au § 2, 2°, n'est pas applicable aux cotisations qui sont versées en vue de :

1° la compensation d'une insuffisance de versements antérieurs résultant de l'augmentation des rémunérations ou de l'amélioration des prestations constituées;

2° pallier, en ce qui concerne les travailleurs qui ont effectué des prestations au sein de l'entreprise avant que ne soit instauré un régime d'assurance ou de pension tel qu'il est visé à l'article 33sexies, § 1er, 1°, l'absence de versements pour le nombre d'années ainsi prestées de la durée normale d'activité professionnelle;

3° l'octroi, aux travailleurs qui effectuent au sein de l'entreprise une carrière incomplète, d'une pension calculée en fonction d'une durée d'activité professionnelle supérieure à celle qu'ils prêteront dans cette entreprise, à condition que ces cotisations se rapportent à 10 ans maximum d'une activité professionnelle antérieure réellement prestée ou à 5 ans maximum d'activité professionnelle restant encore à prêter jusqu'à l'âge normal de la retraite et que le nombre total des années ainsi pris en considération ne dépasse par le nombre d'années de la durée normale de leur activité professionnelle;

4° concéder un accroissement des rentes différées dans la limite de 2 p.c. par an à compter de leur prise de cours, ainsi que des rentes en cours, sans que cet accroissement n'excede celui qui est obtenu en indexant ces rentes conformément aux règles applicables en matière d'indexation des pensions du secteur public. »

**Art. 2.** Au chapitre Ier, section VII, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'intitulé :

— les mots « versées en exécution de contrats d'assurance vie conclus individuellement » sont insérés entre les mots « contre la vieillesse et le décès prématuré » et « et des sommes affectées à »;

— les mots « Code des impôts sur les revenus, article 57 » sont remplacés par les mots « Code des impôts sur les revenus, articles 54, 2°, b, et 3°, et 57 »;

2° l'article 44 est abrogé.

**Art. 3.** § 1er. Le présent arrêté est applicable à partir de l'exercice d'imposition 1986.

§ 2. Par dérogation au § 1er, la condition d'enregistrement ou d'agrément des fonds de pension prévue par l'article 33sexies, § 1er, 1°, 3e tiret, inséré par le présent arrêté à l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, est applicable à partir du 1er mars 1986.

**Art. 4.** Notre Ministre des Finances et Notre Secrétaire d'Etat aux Finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1985.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
Le Ministre des Finances,

**F. GROOTJANS**

Le Secrétaire d'Etat aux Finances,

**L. WALTNIEL**

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 85 — 1976

19 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public

**BAUDOUIN**, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée notamment par les lois du 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974, notamment l'article 1er;

§ 3. De in § 2, 2°, bepaalde grens geldt niet voor bijdragen die gestort zijn om :

1° een ontoereikendheid van vroegere stortingen aan te vullen die voortvloeit uit een verhoging van de bezoldigingen of een verbetering van de gevestigde toekenningen;

2° voor werknemers die bij de onderneming gepresteerd hebben vóór er een in artikel 33sexies, § 1, 1°, bedoeld verzekerings- of pensioenstelsel werd ingevoerd, voor het aldus gepresteerde aantal jaren van de normale duurtijd van beroepsactiviteit de ontstentenis van stortingen op te vullen;

3° werknemers die bij de onderneming een onvolledige loopbaan hebben, een pensioen te verzekeren berekend in verhouding tot een langere duurtijd van beroepsactiviteit dan die die zij bij de onderneming zullen vervullen, op voorwaarde dat die bijdragen slaan op maximum 10 jaar van een vroeger werkelijk uitgeoefende beroepsactiviteit of op maximum 5 jaar van een tot de normale pensioenleeftijd nog uit te oefenen beroepsactiviteit en dat het aldus in aanmerking genomen totaal aantal jaren het aantal jaren van de normale duurtijd van hun beroepsactiviteit niet overtreft;

4° een verhoging toe te staan van de uitgestelde renten binnen de grens van 2 pct. per jaar te rekenen vanaf hun aanvang, evenals van de lopende renten, zonder dat deze verhoging meer bedraagt dan deze verkregen door die renten te indexeren overeenkomstig de regeling die geldt voor de indexering van de pensioenen van de overheidssector. »

**Art. 2.** In hoofdstuk I, afdeling VII van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het opschrift :

— worden tussen de woorden « tegen ouderdom en vroegtijdige dood » en « en van sommen besteed aan » de woorden « gestort in uitvoering van individueel gesloten levensverzekeringcontracten » ingevoegd;

— worden de woorden « Wetboek van de inkomstenbelastingen, artikel 57 » vervangen door de woorden « Wetboek van de inkomstenbelastingen, artikelen 54, 2°, b, en 3°, en 57 »;

2° artikel 44 wordt opgeheven.

**Art. 3.** § 1. Dit besluit is van toepassing vanaf het aanslagjaar 1986.

§ 2. In afwijking van § 1 is de voorwaarde van inschrijving of toelating van de pensioenfondsen gesteld in artikel 33sexies, § 1, 1°, 3e streepje, door dit besluit ingevoegd in het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, van toepassing vanaf 1 maart 1986.

**Art. 4.** Onze Minister van Financiën en Onze Staatssecretaris voor Financiën zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 september 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Financiën,

**F. GROOTJANS**

De Staatssecretaris voor Financiën,

**L. WALTNIEL**

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN OPENBAAR AMBT**

N. 85 — 1976

19 SEPTEMBER 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekening van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt

**BOUDEWIJN**, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelent 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, inzonderheid gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974, inzonderheid op artikel 1;